



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6
8 septembre 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée)

29 septembre-3 octobre 2014

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF SUR L'ADMINISTRATION DU PROTOCOLE ET LES QUESTIONS BUDGÉTAIRES

Note du Secrétaire exécutif

INTRODUCTION

Généralités

1. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdP-RdP-6) a adopté un budget-programme pour les différents coûts des services du Secrétariat et le programme de travail sur la prévention des risques biotechnologiques du Protocole de Cartagena pour l'exercice biennal 2013-2014.
2. Le présent document met en relief la performance administrative et financière du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques depuis la dernière réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Il doit être lu de concert avec le UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.1 sur le projet de budget du programme de travail du Protocole de Cartagena pour l'exercice biennal 2015-2016 et le rapport du Secrétaire exécutif sur l'administration de la Convention pour l'exercice biennal 2013-2014 (UNEP/CBD/COP/12/7) ainsi que document d'information connexe qui contient le rapport du bureau de conseils en gestion sur l'examen fonctionnel du Secrétariat (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/13).
3. Au 30 juin 2014, 167 Parties avaient adhéré au Protocole ou l'avaient ratifié. La liste de ces Parties est disponible sur le site Web du Secrétariat. Elle est mise à jour chaque fois que le Secrétariat est notifié par le dépositaire qu'il a déposé un nouvel instrument de ratification ou d'adhésion.
4. Le document est divisé en cinq sections comme suit :
 - a) Les sections I et II font respectivement rapport sur les recettes et les résultats budgétaires des obligations en 2012 et 2013 des trois fonds d'affectation spéciale du Protocole, à savoir le Fonds

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1

d'affectation spéciale général pour le budget du programme de base du Protocole (Fonds d'affectation spéciale BG), le Fonds d'affectation spéciale volontaire pour les contributions volontaires additionnelles à l'appui d'activités approuvées du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (Fonds d'affectation spéciale BH) et le Fonds d'affectation spéciale volontaire pour faciliter la participation des Parties au processus Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (Fonds d'affectation spéciale BI). La section III fait rapport sur les engagements pris pour 2014 à l'égard du Fonds d'affectation spéciale BG;

b) La section IV traite des questions de personnel et d'administration. Elle fait rapport sur les progrès accomplis pour ce qui est des postes classés, annoncés et pourvus qui ont été approuvés en vertu du Protocole;

c) La section V fait rapport sur les indicateurs de réalisation durant l'exercice biennal 2013-2014.

5. Les tableaux ci-après figurent dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/13 :

a) État des contributions aux Fonds d'affectation spéciale BG, BH et BI au 31 décembre 2013;

b) Barème des contributions pour 2013-2014 au 30 juin 2014;

c) États financiers vérifiés des Fonds d'affectation spéciale BG, BH et BI au 31 décembre 2013.

I. RECETTES ET RÉSULTATS BUDGÉTAIRES EN 2012

A. *Fonds général d'affectation spéciale pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques* (Budget de base ou Fonds d'affectation spéciale BG)

1. Recettes et exécution du budget en 2012

a) Budget pour 2012

6. Dans sa décision BS-V/7, la Conférence des Parties a approuvé pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques un budget-programme de base d'un montant de 3 102 559 dollars des États-Unis d'Amérique (ci-après dénommés dollars) pour 2012, dont 2 516 742 dollars devaient être payés par les Parties conformément au barème arrêté dans l'annexe de la décision BS-V/7, 185 817 dollars financés sur la contribution du pays hôte et 400 000 dollars prélevés sur l'excédent d'années antérieures.

<i>Source de financement (en dollars)</i>	<i>2012</i>
Parties au Protocole	2 516 742
Pays hôte	185 817
Excédents d'années antérieures	400 000
Total	3 102 559

7. Compte tenu de l'adhésion de nouvelles Parties au Protocole durant la période 2011-2012, les annonces de contributions effectives au Protocole en 2012 se sont élevées à 2 516 115 dollars du fait des crédits appliqués aux Parties d'années antérieures. Des ajustements ont été effectués en 2012 pour tenir compte des contributions révisées et ils ont été crédités en conséquence aux Parties à la fin de l'exercice biennal comme de stipulent les règles de gestion financière.

b) *Contributions pour 2012*

8. Au 31 décembre 2012, le montant des contributions reçues pour 2012 au Fonds d'affectation spéciale BG s'élevait comme suit à 2 559 702 dollars :

Acomptes pour 2012 reçus en 2011	572 765
Contributions pour 2012 reçues en 2012	1 801 120
Contribution du pays hôte	185 817
Total	2 559 702

9. Les contributions obligatoires payées pour 2012 au 31 décembre 2012 s'inscrivaient donc à 94,3% du budget de base total approuvé (avant déduction de l'excédent de l'année précédente) pour l'année par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa cinquième réunion.

10. Ce montant représente les contributions payées en totalité ou en partie par 100 Parties (ou 60%) du nombre total des Parties au Protocole. Il sied de noter qu'au 31 décembre 2012, les arriérés de paiement reçus en 2012 pour 2011 et les années antérieures s'élevaient à 147 133 dollars.

c) *Dépenses en 2012*

11. Au 31 décembre 2012, les dépenses en 2012 (y compris les dépenses d'appui au programme) totalisaient 3 154 056 dollars, soit l'équivalent d'environ 101,6 % du montant total approuvé pour les activités du Fonds d'affectation spéciale BG en 2012 (voir la décision BS-V/7). Le budget approuvé a été légèrement dépassé de 1,6 % en 2012, ce qui principalement dû au dépassement des frais de réunion et, dans une moindre mesure, des dépenses de personnel. Toutefois, ce dépassement a été en partie compensé au cours de l'exercice biennal 2011-2012 par la sous-utilisation à hauteur de 1% du budget pour 2011, comme en a fait état la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à sa sixième réunion.

12. Le dépassement des dépenses de ces budgets a été partiellement compensé par les économies réalisées en n'engageant pas la totalité des montants alloués à d'autres lignes budgétaires, notamment :

a) Le montant budgétaire alloué au Bureau de la CdP-RdP n'a pas été utilisé dans son intégralité en 2012, car ce Bureau a été en général convoqué en marge du Bureau de la CdP;

b) Les frais de traduction du Centre d'échange pour la prévention des risques biologiques n'ont pas été pleinement utilisés et imputés à des contributions volontaires. Ils seront reversés au budget de base en 2014;

c) Les frais de voyage et les dépenses générales de fonctionnement n'ont pas été utilisés dans leur intégralité, les frais de voyage étant dans la mesure du possible imputés aux contributions volontaires.

13. Le Secrétariat a également maintenu les montants budgétaires alloués au personnel temporaire et aux consultants à un niveau minimum, afin que la mise en œuvre du budget ne dépasse pas les limites approuvées.

14. Les dépenses pour 2012 de 3 154 056 dollars représentent 123% du total des contributions reçues des Parties pour 2012 (2 559 702 dollars) au 31 décembre 2012.

15. On trouvera au tableau 1 ci-dessous la ventilation des dépenses enregistrées par objet de dépense pour 2012.

Tableau 1. Dépenses en 2012 du Fonds d'affectation spéciale BG par objet de dépense (en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé</i>	<i>Engagements/ dépenses</i>	<i>Pourcentage du budget approuvé par la CdP-RdP</i>
Dépenses de personnel	1 750,9	1 881,3	107
Réunion du Bureau pour la prévention des risques biotechnologiques	60,0	20,8	35
Voyages en mission	50,0	31,0	62
Consultants/sous-traitance	20,0	3,0	15
Réunion consultative du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40,0	52,8	132
Réunions du groupe de liaison	30,0	29,2	97
Cinquième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	400,0	473,0	118
AHTEG – Évaluation des risques	60,0	50,4	84
Réunions du Comité chargé du respect des obligations	40,0	44,2	110
Traduction du site Internet du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	0,0	0
Personnel temporaire/heures supplémentaires	15,0	0,0	0
Dépenses générales de fonctionnement	259,7	205,5	79
<i>Dépenses d'appui aux programmes</i>	356,9	362,8	102
Total	3 102,6	3 154,0	102

II. RECETTES ET RÉSULTATS BUDGÉTAIRES EN 2013

Généralités

16. Depuis janvier 2014, l'Organisation des Nations Unies applique les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). La première série d'états financiers établis conformément à ces normes pour le Secrétariat des Nations Unies est prévue pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 dans le cas de toutes les entités comptables du Secrétariat à l'exception des opérations de maintien de la paix.

17. Les normes IPSAS sont les normes comptables qui guideront la future présentation des états financiers de l'Organisation. Toutefois, l'application de ces normes dépasse de loin la fonction comptable; au fur et à mesure que des politiques comptables respectueuses de ces normes sont mises en place, il est nécessaire de modifier les procédures, les flux de travaux détaillés et les instructions ainsi que le cadre de contrôle sur lesquels reposent les comptes et les informations financiers. Cela aura pour résultat un changement d'ordre organisationnel majeur qui aura un impact sur le processus d'entreprise et la gestion générale. Le succès de l'application des normes IPSAS dépend donc de la coopération et des

efforts d'un grand nombre de fonctionnaires des Nations Unies au siège, aux bureaux extérieurs, aux missions sur le terrain et à d'autres bureaux.

18. Il a été reconnu que les solides exigences en matière d'information à satisfaire pour produire des états financiers respectueux des normes IPSAS devront être transformées en un système d'information mondial robuste; le projet Umoja, qui a été approuvé par l'Assemblée générale de concert avec le projet IPSAS Project, est chargé de fournir le système d'information qui sera l'épine dorsale de l'application des normes IPSAS.

A. Fonds d'affectation spéciale général pour le Protocole de Cartagena (budget de base et Fonds d'affectation spéciale BG)

1. Recettes et résultats budgétaires en 2013

a) Budget pour 2013

19. Dans sa décision BS-VI/7, la Conférence des Parties a approuvé pour l'année 2013 un budget de programme de base d'un montant de 2 922 091 dollars pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, dont 2 532 558 dollars devaient être versés par les Parties selon le barème établi dans l'annexe de cette décision, 189 533 dollars financés sur la contribution du pays hôte et 200 000 dollars prélevés sur l'excédent dégagé les années précédentes.

Source de financement (en dollars)	2013
Parties au Protocole de Cartagena	2 532 558
Pays hôte	189 533
Excédent d'années antérieures	200 000
Total	2 922 091

20. Compte tenu de l'adhésion de nouvelles Parties au Protocole durant la période 2012-2013, les annonces de contributions effectives au Protocole en 2013 se sont élevées à 2 533 421 dollars. Des ajustements seront effectués en 2015 pour tenir compte des contributions additionnelles et crédités aux Parties comme le stipulent les règles de gestion financière.

b) Contributions pour 2013

21. Au 31 décembre 2013, les contributions au Fonds d'affectation spéciale BG reçues pour 2013 s'élevaient à 2 601 586 dollars répartis comme suit :

Acomptes pour 2013 reçus en 2012	390 565
Contributions pour 2013 reçues en 2013	2 021 741
Contribution du pays hôte	189 553
Total	2 601 839

22. Par conséquent, les contributions payées pour 2013 au 31 décembre 2013 s'élevaient à 95,2 % du budget de base total approuvé pour l'année par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole à sa sixième réunion. Ce montant représente les contributions payées dans leur totalité ou en partie par 101 Parties (soit 61 % du nombre total des 166 Parties au Protocole au 31 décembre 2013). Des arriérés de paiement d'un montant total de 212 681 dollars ont été reçus en 2013

pour des contributions d'années antérieures.

23. Avec l'introduction des normes IPSAS en janvier 2014, la question des arriérés de paiements et des défauts de paiement de contributions a été soulevée par le PNUE. Il y a actuellement 14 Parties (6 petits États insulaires en développement, 6 pays les moins avancés et 2 autres pays en développement) qui n'ont jamais payé leurs contributions au Protocole qu'elles en sont devenues Parties. Au 30 juin 2014, l'encours des arriérés de ces 14 Parties s'élève à 36 195 dollars. En application de ces normes, ces arriérés de longue date seront comptabilisés comme des créances douteuses et des provisions seront faites dans les comptes pour couvrir les montants de la réserve, ce qui réduira le montant dont peuvent se servir les Parties.

c) *Dépenses en 2013*

24. Au 31 décembre 2013, les dépenses en 2013 (y compris les dépenses d'appui aux programmes) totalisaient 2 068 213 ou l'équivalent d'environ 71% du montant total approuvé pour les activités du Fonds d'affectation spéciale BG en 2013 (voir la décision BS-VI).

25. Les dépenses en 2013 se sont inscrites à 71% et ce, pour plusieurs raisons dont le fait que les fonds d'un montant de 200 000 dollars destinés à financer les dépenses de conférence de la CdP-RdP 7 avaient été budgétisés en 2013 afin d'équilibrer les montants prélevés sur les contributions obligatoires des Parties entre 2013 et 2014 – même si aucune dépense n'était prévue en 2013. De plus, trois postes vacants en 2013 ont généré des économies. Comme l'avait recommandé la septième réunion consultative du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques tenue en 2012, la huitième réunion consultative a été organisée en ligne le 17 avril 2013, ce qui a permis d'économiser 55 000 dollars sur le budget. La réunion du groupe de liaison sur le renforcement des capacités n'a pas été organisée en 2013 car elle était censée avoir lieu avec des partenaires qui, faute de fonds, ont annulé leur participation. Cette réunion a finalement été organisée en 2014 en Hongrie. Bien que le Bureau de la CdP-RdP se soit réuni à deux reprises en 2013, ses réunions ont eu lieu dos à dos avec celles du Bureau de la CdP sans coût additionnel pour le budget de la CdP-RdP. La première s'est tenue en marge de la septième conférence de Trondheim sur la diversité biologique le 13 mai 2013 à Trondheim (Norvège) et la seconde en marge de la dix-septième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la huitième réunion du groupe de travail spécial sur l'article 8 j) et les dispositions connexes tenues à Montréal en 2013, ce qui a laissé non dépensée la provision budgétaire annuelle de 20 000 dollars. Les économies réalisées les années antérieures ont également été créditées en 2013, ce qui a réduit le pourcentage des dépenses.

26. Les dépenses pour 2013 de 2 068 213 représentent 79,5% du total des contributions reçues pour 2013 (soit 2 601 839 dollars) au 31 décembre 2013.

27. On trouvera au tableau 2 ci-dessous la ventilation des dépenses enregistrées par objet de dépense pour 2013.

Tableau 2. Dépenses du Fonds d'affectation spéciale BG en 2013 par objet de dépense (en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé</i>	<i>Engagements/ dépenses</i>	<i>Pourcentage du budget approuvé par la CdP/RdP</i>
Dépenses de personnel	1 875,2	1 554,9	83
Réunions du Bureau pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	0,0	0
Voyages en mission	50,0	27,0	54
Consultants/sous-traitance	20,0	10,0	50

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé</i>	<i>Engagements/ dépenses</i>	<i>Pourcentage du budget approuvé par la CdP/RdP</i>
Réunions consultatives du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques	55,0	0,0	0
Réunion du Comité chargé du respect des obligations	45,0	51,2	114
COP-MOP 7	200,0	0,0	0
Traduction du site Internet du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	25,0	0,0	0
Personnel temporaire/heures supplémentaires	5,0	0,0	0
Réunions du groupe de liaison	30,0	0,0	0
Dépenses générales de fonctionnement	252,4	207,6	82
Économies de l'année antérieure		(20,5)	
<i>Dépenses d'appui aux programmes</i>	335,1	238,0	71
<i>Total partiel</i>	2 912,7	2 068,2	71
<i>Réserve du Fonds de roulement (5%)</i>	9,4	0,0	
<i>Total</i>	2 922,1	2 068,2	71

III. RECETTES ET RÉSULTATS BUDGÉTAIRES PROJÉTÉS EN 2014

A. Fonds général d'affectation spéciale pour le Protocole de Cartagena (budget de base du Fonds d'affectation spéciale BG)

1. Budget pour 2014

28. Dans sa décision BS-VI/7, la Conférence des Parties a approuvé pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques un budget de programme de base de 2 963 149 dollars pour l'année 2014. De ce montant, 2 569 825 devaient être payés par les Parties selon le barème arrêté dans l'annexe à cette décision, 200 000 ont été prélevés sur l'excédent dégagé au cours d'années antérieures et 139 324 devaient être financés comme suit sur la contribution du pays hôte :

Source de financement (en dollars)	2014
Parties au Protocole	2 569 825
Pays hôte	193 324
Excédent d'années antérieures	200 000
Total	2 963 149

2. Contributions pour 2014

29. Au 30 juin 2014, les contributions reçues pour 2014 au Fonds d'affectation spéciale BG s'élevaient à 1 577 526 dollars répartis comme suit :

Acomptes pour 2014 reçus en 2013	527 331
Contributions pour 2014 reçues en 2014	1 050 195
Contribution du gouvernement hôte	0
	1 577 526

En outre, un montant de 27 590 dollars a été reçu en 2014 pour 2013 et des contributions d'années antérieures et un montant de 3 610 dollars reçu en 2014 pour des années à venir.

3. Engagements en 2014

30. Un montant total de 2 963 149 dollars a été engagé sous la forme d'engagements pour l'année 2014. Ce montant représente 100 % des fonds approuvés par la Conférence des Parties pour l'année 2014. Des dépenses d'un montant total de 1 050 800 dollars ont été encourues en 2014, au 30 juin (voir le tableau 3 ci-dessous)

Tableau 3. Engagements du Fonds d'affectation spéciale BG en 2014 par objet de dépense (en milliers de dollars des États-Unis d'Amérique)

Objet de dépense	Budget approuvé	Engagements	Pourcentage du budget approuvé
Dépenses de personnel (y compris le personnel temporaire, les heures supplémentaires et la formation)	1 921,6	631,1	33
Consultants/sous-traitants (y compris la traduction du site Internet du CEPRB)	45,0	20,0	44
Voyages en mission	50,0	24,5	49
Dépenses des services de conférence	350,0	103,8	30
Dépenses générales de fonctionnement	255,6	158,4	62
Dépenses d'appui aux programmes	340,9	113,0	33
Total	2 963,1	1,050,8	35

B. Fonds d'affectation spéciale volontaire pour les contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (Fonds d'affectation spéciale BH)

31. Un montant total de 1 418 150 dollars a été approuvé pour 2013-2014 au titre du Fonds d'affectation spéciale BH par la Conférence des Parties à sa sixième réunion. Au 30 juin 2014, le Secrétariat avait reçu des annonces de contributions pour des activités additionnelles approuvées d'un total de 246 312 dollars. Des recouvrements d'un montant de 247 500 dollars ont été enregistrés en 2013-2014 sous la forme de contributions pour les annonces faites pour cette période et représentant un taux de recouvrement de 100%.

32. Un total de 243 647 dollars a été dépensé ou engagé en 2013 et en 2014 (au 30 juin) pour la réalisation d'activités additionnelles approuvées, dont les suivantes :

<i>Activité</i>	<i>Dépenses (en dollars)</i>	<i>Nombre de participants financés</i>
Personnel du SCDB assurant le secrétariat de réunions	35 902	N/A
Charges financières pour la réunion de la CdP	13 969	N/A
Atelier régional de renforcement des capacités sur la sensibilisation et l'éducation du public concernant le transfert sans danger d'organismes vivants modifiés, Hanoi, 25-29 mars 2013, Hanoi	39 745	
Réunion des sous-groupes de travail du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques (Bonn (Allemagne), 2-6 juin 2014)	33 860	10
Réunion du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques (Article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (Séoul, 17-21 février 2014)	72 118	15
Création de boîtes à outils	20 000	N/A
Traductions	8 478	N/A

C. Fonds d'affectation spéciale volontaire pour faciliter la participation des Parties au processus du Protocole de Cartagena (Fonds d'affectation spéciale BI)

33. Un montant total de 678 000 dollars a été approuvé par la Conférence des Parties à sa sixième réunion au titre du Fonds d'affectation spéciale BI pour 2013-2014. Au 30 juin 2014, le Secrétariat avait reçu des annonces de contributions d'un montant total de 67 036 dollars en 2014 (soit 9,8 % du montant approuvé pour 2014), dont 39 373 avaient été payés. Faciliter la participation de pays en développement et de pays à économie en transition à la CdP-RdP 7 demeure un sérieux obstacle en raison de la récurrente pénurie de contributions au Fonds d'affectation spéciale BI.

34. Cette question demeure grave car le Secrétariat n'a pu financer la participation que d'un seul délégué de pays en développement et à économie en transition aux réunions de la CdP et de la CdP-RdP, ce qui veut souvent dire que, pour la CdP-RdP (à laquelle les Parties peuvent se permettre d'envoyer un seul délégué), le délégué financé n'a pas été la personne dont l'expertise est la prévention des risques biotechnologiques, ou même la personne qui a représenté son pays aux réunions sur la prévention des risques biotechnologiques au cours de l'exercice biennal précédent. Par conséquent, le Secrétariat exhorte les Parties à contribuer des fonds suffisants pour permettre la pleine et optimale participation de toutes les Parties à la CdP-RdP.

35. Au 30 juin 2014, aucune dépense au titre du Fonds d'affectation spéciale BI n'avait été encourue pour faciliter la participation à la CdP-RdP 7.

D. Dépenses de personnel

36. Les dépenses de personnel comprennent les salaires et traitements ainsi que d'autres prestations. Étant donné qu'elles reposent sur les dépenses type utilisées par l'Organisation des Nations Unies, les dépenses effectives varient d'un lieu d'affectation à l'autre en fonction des fluctuations de l'ajustement de poste et d'autres facteurs comme le nombre de personnes à charge, l'indemnité pour frais d'étude et les frais de rapatriement. Au 30 juin 2014, un poste P-4 (questions juridiques et politique) et un poste P-3 (questions juridiques) étaient vacants et la procédure de recrutement était en cours. De plus, un poste d'agent des services généraux (assistant du personnel, qui était également devenu vacant, est en phase avancée de recrutement. La réduction des dépenses de personnel en 2014 est due notamment à ces vacances de poste.

E. Voyages en mission

37. Le personnel du Secrétariat représente le Protocole à diverses réunions et manifestations et les voyages de membres du personnel à des manifestations organisées par d'autres organisations sont un des moyens les plus importants d'obtenir de synergies et des programmes de travail intégrés. Les voyages en mission comprennent également les frais de voyage encourus pour desservir les réunions convoquées par le Secrétariat en vertu du Protocole. Le Secrétariat a organisé quelque 16 déplacements pendant les 18 premiers mois de l'exercice biennal pour un coût total de 51 463 dollars, soit 51 % du budget approuvé.

F. Dépenses générales de fonctionnement

38. Les dépenses générales de fonctionnement comprennent le financement du matériel et des fournitures de bureau, les équipements collectifs et les frais d'assurances, les frais d'impression et les dépenses de communication ainsi que la distribution des matériels imprimés et autres matériels. Elles sont partagées avec la Convention sur la base d'un ratio de 85 sur 15.

IV. PERSONNEL

A. Postes permanents

39. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole a approuvé dans sa décision BS-VI/7 pour l'exercice biennal 2013-2014 la création de 12,5 postes au titre du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) (7,5 postes d'administrateur et 5 postes d'agents des services généraux). Au 30 juin 2014, le recrutement de deux (2) administrateurs de programme et d'un (1) agent des services généraux dont les postes étaient devenus vacants était en cours.

40. Les informations sur le statut de la dotation en personnel du Secrétariat sont communiquées sur une base biannuelle dans le rapport biennal qui est affiché sur le site Internet du Secrétariat, une ventilation détaillée figurant dans la section II du présent document.

Tableau 4. Dotation en personnel au titre du budget de base (Fonds d'affectation spéciale BG) (au 30 juin 2014)

<i>Statut des postes</i>	<i>Postes d'administrateurs</i>	<i>Postes d'agents des services généraux</i>
Nombre total de postes approuvés par la Conférence des Parties	7,5	5
Pourvus	5,5	4

B. Postes partagés

41. Durant l'exercice biennal en cours, 7 postes (1 P5, 1 P4, 3 P3 et 2 GS) couvrant les questions juridiques, la gestion des connaissances et les technologies de l'information ont été partagés avec la Convention sur la base d'un ratio 85/15.

C. Programme de stages

42. Le programme de stages du Secrétariat est un programme en cours qui donne aux étudiants une occasion de passer un minimum de trois mois et un maximum de six mois au Secrétariat afin d'acquérir des connaissances et une expérience en matière de recherche sur des questions présentant un intérêt pour leurs études ainsi que pour les travaux du Protocole. C'est un programme non rémunéré que parraine le stagiaire ou une organisation. Il fournit aux étudiants une importante expérience pratique qui complète leurs études et dont bénéficie également le Secrétariat sous la forme d'un programme de vulgarisation au titre duquel ces étudiants rentrent dans leurs pays et institutions avec les connaissances et l'expérience qu'ils ont acquises. Le programme a également pour beaucoup bénéficié au Secrétariat, car il lui sert de réservoir de ressources humaines auquel il peut facilement avoir accès. Pendant les 18 premiers mois de l'exercice biennal 2013-2014, le groupe chargé de la prévention des risques biotechnologiques a accueilli trois étudiants, deux du Canada et un de l'Allemagne.

D. Examen fonctionnel

43. Dans le paragraphe 25 de sa décision XI/31, la Conférence des Parties a prié en outre le Secrétaire exécutif d'entreprendre un examen fonctionnel approfondi du Secrétariat, en consultation avec le Directeur exécutif du PNUE, en vue de mettre à jour sa structure et le classement des postes pour refléter l'importance accordée par le Plan stratégique à la mise en œuvre par les Parties, et de présenter un rapport en la matière à la douzième réunion de la Conférence des Parties. Dans le paragraphe 29 de cette même décision, les Parties ont invité le Secrétaire exécutif à garder à l'esprit le besoin d'une révision périodique de la classification des postes du personnel, assujettie au Statut et au Règlement du personnel des Nations Unies et dans les limites des postes disponibles découlant des décisions en matière de dotation, y compris le reclassement et le déclassement, compte tenu de l'évaluation fonctionnelle du paragraphe 25 accordant la priorité dans l'entreprise de la révision au poste de production des rapports nationaux et ce, en temps opportun.

44. En réponse aux décisions, le Secrétariat a entrepris un processus exhaustif qui a commencé en avril 2013 avec l'élaboration et la mise au point d'un mandat entre le Secrétariat et le PNUE. Pour ce processus, qui faisait intervenir la mobilisation de contributions volontaires pour l'examen, il a reçu des annonces de contributions du gouvernement suisse et du PNUE. Comme suite à ces annonces de contributions, des messages publicitaires pour la consultance de l'examen fonctionnel ont été diffusés sur les sites Web du Secrétariat, du PNUE, de l'Office des Nations Unies à Nairobi (UNON), de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et du Secrétariat du Fonds multilatéral des Nations Unies (UNMFS). De plus, le Secrétariat a contacté plusieurs bureaux d'études qui avaient fait des examens similaires et qui avaient été chaudement recommandés.

45. Après une procédure de sélection compétitive et transparente, c'est le Groupe de gestion Universalis, un bureau de conseils en gestion doté d'une vaste expérience du système des Nations Unies qui a été choisi pour faire l'examen fonctionnel mandaté par la CdP. Les travaux de ce Groupe ont réellement commencé le 15 décembre 2013. Un rapport intérimaire a été établi le 9 mai 2014, suivi d'un rapport d'activité le 5 juin 2014. Ce dernier a été soumis au groupe de travail sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion (UNEP/CBD/WGRI/ 5/INF/16/Rev.1). Le rapport final des conseils sur l'examen fonctionnel du Secrétariat dans lequel une procédure en deux phases a été recommandée pour la transformation du Secrétariat est à la disposition de la CdP-RdP dans le document d'information UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/13. Comme indiqué dans le rapport, la première phase

consiste à achever le rapport lui-même en août 2014 tandis que la phase de transition proposée pour la mise en oeuvre des recommandations devrait prendre fin durant l'exercice biennal 2015-2016. Le Secrétaire exécutif a également établi une note sur le rapport (UNEP/CBD/COP/12/28) pour examen de la Conférence des Parties à sa douzième réunion. Cette note est également à la disposition de la CdP-RdP dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.4. pour son examen.

46. Comme l'a recommandé le bureau des conseils en gestion, le processus de transition (deuxième phase de l'examen fonctionnel) sera lancé immédiatement après la réunion de la CdP-RdP. Sur la base des conclusions que contient son rapport, le Secrétaire exécutif procédera à des améliorations de gestion internes de manière à renforcer l'efficacité en général, à élaborer et exécuter un plan opérationnel à moyen terme pour le Secrétariat ainsi qu'un cadre de gestion axé sur les résultats afin d'en contrôler son application, et à achever la mise à jour de la structure du Secrétariat conformément au plan opérationnel. En consultation avec le PNUE et l'UNON, il sera également procédé à la révision de chaque poste en conformité avec le nouveau cadre structurel et avec les règlements des Nations Unies concernant les prestations dues au personnel.

47. Qui plus est, le rapport du bureau de conseils en gestion a notamment recommandé que soient davantage intégrés le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya dans les mécanismes de la Convention. Il est prévu que la deuxième phase commencera en novembre 2014 et qu'elle s'achèvera en 2016.

V. INDICATEURS DE SUCCÈS ET D'EXÉCUTION DU BUDGET-PROGRAMME

A. Gestion budgétaire

1. Budget alloué par rapport aux dépenses pour le Fonds d'affectation spéciale BG.

Budget alloué pour 2013-2014 = 5 885 200 dollars

Dépenses budgétaires pour le Fonds d'affectation spéciale BG (projection) = 4 528 725 dollars

2. Budget alloué par rapport aux dépenses pour le Fonds d'affectation spéciale BH.

Budget alloué pour 2013-2014 = 1 418 150 dollars

Dépenses budgétaires pour le Fonds d'affectation spéciale BH pour 2013-2014 (juin 2014) = 243 647 dollars

B. Mobilisation de ressources pour les Fonds d'affectations spéciales BH et BI*

1. Ressources mobilisées au titre du Fonds d'affectation spéciale BH pour les activités menées par le Secrétariat

Contributions annoncées pour le Fonds d'affectation spéciale BH pour 2013-2014 (juin 2014) = 246 312 dollars

Contributions reçues pour le Fonds d'affectation spéciale BH pour 2013-2014 (juin 2014) = 247 500 dollars

2. Ressources mobilisées au titre du Fonds d'affectation spéciale BH pour des ateliers régionaux consacrés au renforcement des capacités

Contributions annoncées pour le renforcement des capacités au titre du Fonds d'affectation spéciale BH pour 2013-2014 (juin 2014) = 0 dollar

* Voir le document UNEP/CBD/COP/12/INF/36

3. Ressources mobilisées au titre du Fonds d'affectation spéciale BI

Contributions annoncées pour le Fonds d'affectation spéciale BI pour 2013-2014 (juin 2014) = 67 036 dollars

Contributions reçues pour le Fonds d'affectation spéciale BI pour 2013-2014 (4 juillet) = 67 036 dollars

C. Renforcement des capacités et communication

1. Activités et ateliers de formation dont les ressources proviennent du Secrétariat

- a) Nombre de participants 120 (4 ateliers)
- b) Nombre de Parties impliquées 85
- c) Degré de satisfaction des participants : Moyenne 80% - Évaluation globale de l'efficacité/du succès des ateliers. Voir document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/13.

2. Nombre de publications distribuées

Au total, 9 191 exemplaires de trois publications ont été distribués au cours de l'exercice biennal 2013-2014, comme suit : 5 600 en anglais, 1 585 en français, 1 486 en espagnol, 241 en arabe, 184 en russe et 95 en chinois.

3. Nombre de visites du site Internet

Un total de 891 487 visites du site www.bch.cbd.int a été enregistré au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2014.

4. Nombre de réunions auxquelles le Secrétariat a participé

Le personnel du Secrétariat a participé à 25 réunions au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2014.

D. Autres fonctions du Secrétariat

1. Pourcentage des documents de travail mis à la disposition des Parties dans toutes les langues de travail et dans les délais impartis :

RdP-7 83%.

2. Pourcentage de séances plénières de la Conférence des Parties pour lesquelles des services d'interprétation ont été fournis.

100%

Liste des réunions organisées par le Secrétariat du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

2013 à juin 2014

2013

Dates	Titre de la réunion	Lieu
4 - 8 mars 2013	Atelier sous-régional pour les Caraïbes sur le renforcement des capacités en vue de l'application efficace du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	Saint-Georges (Grenade)
25 - 29 mars 2013	Atelier de formation régional Asie-Pacifique sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'OVM	Hanoi (Viet Nam)
17 avril 2013	Huitième réunion du Comité consultatif informel sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB-CCI)	En ligne
29 - 31 mai 2013	Dixième réunion du Comité chargé du respect des obligations en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	Montréal (Canada)
13 juin 2013	Conférence en ligne en temps réel sur les considérations socioéconomiques (Article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques) : Europe occidentale et autres groupes et Europe orientale	En ligne
17 juin 2013	Conférence en ligne en temps réel sur les considérations socioéconomiques (Article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques) : Asie-Pacifique	En ligne
20 juin 2013	Conférence en ligne en temps réel sur les considérations socioéconomiques (Article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques) : Afrique	En ligne
27 juin 2013	Conférence en ligne en temps réel sur les considérations socioéconomiques (Article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques) : Amérique latine et Caraïbes (en espagnol)	En ligne
25 - 27 novembre 2013	Atelier du Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés	Ispra (Italie)
16 - 20 décembre 2013	Atelier régional pour l'Europe centrale et orientale sur l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les mesures nationales	Batumi (Géorgie)

2014

Dates	Titre de la réunion	Lieu
17 - 21 février	Réunion du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques (Article 26 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques)	Séoul (République de Corée)
2 - 4 avril 2014	Neuvième réunion du Comité consultatif informel sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB-CCI)	Ispra (Italie)
7 - 9 avril 2014	Dixième réunion du groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques	Budapest (Hongrie)
28 avril - 16 mai 2014	Forum en ligne sur la participation publique concernant les organismes vivants modifiés	En ligne
28 - 30 mai 2014	Onzième réunion du Comité chargé du respect des obligations en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	Montréal (Canada)
2-6 juin 2014	Réunion du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques	Bonn (Allemagne)